

BULLETIN JOLY

ENTREPRISES

EN DIFFICULTÉ

ACTUALITÉ DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

À LA UNE

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Opération de paiement et dessaisissement du débiteur :
retour aux fondamentaux ! → PAGE 11

Véronique MARTINEAU-BOURGNAUD

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

Les conditions d'un relevé de forclusion fondé
sur une omission du débiteur → PAGE 26

Gérard JAZOTTES

DOCTRINE

Une nouvelle réforme du livre VI du Code de commerce ! → PAGE 37

Clément FAVRE ROCHEX

Directrice scientifique**Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON,**

professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2)

Fondatrice**Françoise PÉROCHON,**

professeure à la faculté de droit de Montpellier

Comité scientifique**Hélène BOURBOULOUX,**

administratrice judiciaire, SELARL FHB

Reinhard DAMMANN,

avocat associé, Clifford Chance

Christophe DELATTRE,

substitut général, Cour d'appel de Douai

Laurence Caroline HENRY,

agrégée des universités

avocat général en service extraordinaire à la Cour de cassation

Pierre-Michel LE CORRE,

professeur à l'université de Nice-Sophia Antipolis

François-Xavier LUCAS,

professeur à l'école de droit de la Sorbonne (université de Paris I)

Françine MACORIG-VENIER

professeure à l'université Toulouse 1-Capitole

Françoise PÉROCHON,

professeure à la faculté de droit de Montpellier

Pascal RUBELLIN,

maître de conférences à l'université de Poitiers

Corinne SAINT-ALARY-HOUIN,

professeure à l'université Toulouse 1-Capitole

Marc SÉNÉCHAL,

professeur associé à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)

mandataire judiciaire, SCP BTSG²**Comité de lecture****Laurence-Caroline HENRY****Pierre-Michel LE CORRE****Françoise PÉROCHON****Corinne SAINT-ALARY-HOUIN**

Revue éditée par Lextenso

1, Parvis de La Défense – 92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication Bruno VERGÉ**Directrice générale déléguée** Emmanuelle FILIBERTI**Rédactrice en chef** Valérie BOCCARA (valerie.boccaro@lextenso.fr)

Dépôt légal : à parution • N° CPPAP : 1023 T 91082 • ISSN 2115-2578

Imprimé par Chirat • 744, rue de Sainte-Colombe - 42540 Saint-Just-la-Pendue
sur des papiers produits en France et en Allemagne, issus de forêts gérées durablement ;
100% de fibres recyclées ; impact gaz à effet de serre pour un exemplaire : 124 g éq. CO₂

Abonnement : Tél. 01 40 93 40 40 • abonnements@lextenso.fr

Abonnement France 2021 : 435 € HT - Abonnement étranger 2021 : 478,50 €

Prix au numéro France : 84 € HT - Prix au numéro étranger : 92,40 €

Le Bulletin Joly Entreprises en difficulté peut être cité de la manière suivante : BJE janv. 2021, n° 118h8, p. 1.



SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- **Fautif mais bénévole : « l'excuse de bénévolat » du dirigeant associatif** 4
Thierry FAVARIO

SAUVEGARDE ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE

- **Même tardivement, le projet de plan peut être présenté en temps utile...** 6
Catherine VINCENT – Cass. com., 16 juin 2021, n° 19-25151, F-D
- **Résolution du plan de redressement : le défaut de paiement des échéances du plan ne traduit pas forcément un état de cessation des paiements** 8
Hélène POUJADE – Cass. com., 2 juin 2021, n° 20-14101, F-D

LIQUIDATION JUDICIAIRE

- **Opération de paiement et dessaisissement du débiteur : retour aux fondamentaux !** 11
Véronique MARTINEAU-BOURGNINAUD – Cass. com., 30 juin 2021, n° 20-18759, FS-BR
- **Action sociale et individuelle en procédure de liquidation : distinguer les préjudices !** 13
Jean-Baptiste BARBIÈRI – Cass. com., 2 juin 2021, n° 19-23758, F-D
- **Remplacement d'un liquidateur retiré, quel tarif ?** 16
Laurence Caroline HENRY – Cass. com., avis, 7 juill. 2021, n° 21-70009, D
- **Conditions et effets du recours du mandataire judiciaire à un avocat : distinction entre représentation et assistance** 22
Florence REILLE – Cass. com., 30 juin 2021, n° 20-13722, F-B

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

- **Les conditions d'un relevé de forclusion fondé sur une omission du débiteur** 26
Gérard JAZOTTES – Cass. com., 16 juin 2021, n° 19-17186, FS-B
- **La détermination du débiteur bénéficiaire d'une prestation au sens de l'article L. 622-17-I du Code de commerce** 28
Gérard JAZOTTES – Cass. com., 10 mars 2021, n° 19-22791, FB

DROIT PROCESSUEL

- **La tierce opposition du créancier à l'arrêté du plan : une voie de recours étroite** 31
Catherine VINCENT – Cass. com., 16 juin 2021, n° 19-25153, F-D

PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

- **Petit vade-mecum de l'action en sanction professionnelle initiée par le ministère public** **34**
Thierry FAVARIO – Cass. com., 5 mai 2021, n° 20-11112, F-D

DOCTRINE

- **Une nouvelle réforme du livre VI du Code de commerce !** **37**
Clément FAVRE ROCHEX
- **La « communauté d'intérêt suffisante » ou le nœud gordien de la constitution des classes de créanciers** **42**
Étude du droit prospectif français à la lumière de la pratique états-unienne
Éloïse LACROIX